L'intérêt de la direction avant tout

Le nombre de services en 12 heures ne cesse d'augmenter. La direction nous vend les 12 heures comme une organisation de rêve permettant aux agents de conjuguer vie professionnelle et vie personnelle. Elle s'appuie sur le fait que, pour beaucoup d'entre nous, moins on passe de temps à l'hôpital… mieux on se porte ! L'objectif de la direction n'est pas de nous faire plaisir. Elle sait combien les 12 heures sont néfastes pour la santé des collègues et pour la prise en charge des patients. Elle veut simplement faire tourner les services avec le minimum de personnels.

La direction doit payer tout ce qu'elle nous doit !

Pour faire face au manque de personnels hospitaliers, pour diminuer les dépenses en intérim, la direction de l'AP-HP a fait appel massivement aux volontaires pour travailler en heures supplémentaires. Qu'en est-il des indemnités de présence liées à ces heures supplémentaires ; indemnités de nuit, de dimanche et jours fériés, travaux dangereux… ? Rien n'a été payé. Selon la CGT qui attaque la direction devant les Tribunaux : les montants dus seraient de 150 à 1500 euros par agent. La direction répond que le paiement des indemnités sera fait mais seulement à partir du 15 septembre 2022 : mais avant ? **N'acceptons pas ce vol sur nos salaires !**

Enfants en danger

Dans une lettre envoyée à Macron, plus de 4 000 pédiatres, des personnels, des syndicats et des associations dénoncent la situation intenable dans les services de pédiatrie. A cause de la fermeture de lits, du manque d'effectifs et de places en réanimation, des enfants ne peuvent plus être pris en charge. Des soins sont reportés, des enfants renvoyés dans des services adultes ou dans des hôpitaux à des centaines de kilomètres. Des adolescents fragiles sont renvoyés chez eux. Quant aux parents de ces enfants, pour eux, c'est l'angoisse et… l'enfer !

Une situation nouvelle ? En 2019, 25 enfants avaient déjà été transférés vers d'autres hôpitaux et tous les ans le signal d'alarme est tiré par les médecins. Sur l'AP-HP, 56 lits de soins intensifs pédiatriques sont ouverts sur 72 lits possibles et 34 lits sur 63 en unité de surveillance continue en réanimation pédiatrique. A Bicêtre, en chirurgie viscérale pédiatrique, une chirurgienne témoigne (par manque de places) : « *trier entre deux enfants, c'est notre quotidien, et ce n'est pas pour ça que nous avons choisi ce métie*r ». **Les politiques des gouvernements successifs (fermeture de lits, salaires insuffisants, conditions de travail) mettent nos enfants en danger !**

Grève illimitée des urgences à Nantes

Une grève illimitée a débuté au CHU de Nantes, votée et suivie par tout le personnel des urgences. Manque d'effectifs, fermeture de lits, épuisement du personnel, la situation y est catastrophique et s'aggrave de semaine en semaine. La fermeture de lits d'aval, encore 16 fermés en octobre, entraîne de plus en plus de « bouchons » aux urgences, au point qu'une femme de 57 ans est décédée sur un brancard dans une file d'attente en février, faute de lits. À Besançon, un décès a eu aussi lieu sur un brancard l

Cet état catastrophique des urgences est semblable dans tout le pays. Le seul moyen de stopper la dégradation et de renverser la vapeur, c'est la lutte. Les soignants nantais montrent l'exemple

Com toujours : ça suffit !

Quand un scandale éclate comme celui de la pédiatrie actuellement, la réponse du gouvernement et des Ministres de la Santé est toujours la même. Une enveloppe financière est débloquée (toujours insuffisante au regard des besoins financiers), des « plans blancs » activés et des réunions futures programmées. Il y a eu les enquêtes flash pour les urgences adultes cet été. Il y aura les assises de la pédiatrie en 2023. Il y a aussi le volet santé du Conseil National de la Refondation mis en place par Macron. Des réunions, des miettes et des rapports mis sur des étagères : de la com… pour faire genre !

C'est toute la santé qui craque….

Il n'y a pas que du côté de la pédiatrie qu'il y a de très graves problèmes pour la prise en charge de la population. Dans une maternité de Seine Saint Denis, le nombre d'inscriptions est limité sauf grossesses à risque et un pédiatre de cet établissement explique qu'une aile de suites de couche va être fermée et un programme de sortie ultra précoce sous 24 heures mis en place ! A Sedan, toute la maternité est menacée. Les Femmes devraient se diriger vers des maternité à plus d'une demi heure de route ! Quant aux pharmaciens, il manque 15 000 pharmaciens et préparateurs. En dix ans, 1740 pharmacies ont fermé.

A quand des déambulateurs hospitaliers ?

Le gouvernement a prolongé la possibilité pour les médecins et les infirmiers de cumuler emploi et retraite, dans la fonction publique, ….. jusqu'à l'âge de 72 ans ! Pour recruter ces médecins retraités, Macron les dispensera de payer des cotisations retraites nouvelles. Et leur offrir un déambulateur ? Il n'y a pas pensé ?